

A. W. THOMAS :
57, Bd EELKANS
75015 - PARIS -

Ref. C 11553 -

19 Septembre 2011

Direction Générale des Finances Publiques
Bde de Gestion Paris Sud-Ouest
12, rue George Soud
75795 - Paris Cedex 16 -

A l'attention de Monsieur Christophe PAGNY -

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande de renseignements en date du 3-08-11, je vous apporte les éléments suivants :

1 - Banque Trévis 1818, Compte T2119, exeurs 463.6576.

Copie jointe -

2 - Plus-value de report d'imposition 2.289.768 €,
reste à vous fournir - Veuillez trouver la lettre
de Monsieur Philippe THOMAS, Gérant de la
Sci. Michel Thomas. -

3 - Revenus Fonciers, local 269, rue de Courbevoie 75015.
a) Revenus 2008 : le locataire est parti début février 2008;
vérification faite à l'administration sur la base
d'habitation 2010. - Le mois de janvier a été
omis d'être porté sur la déclaration, soit 2008.
b) aucun contrat de location n'a été établi pour la
période jusqu'à février 2008.
Le local a été vacant de février 2008 à Décembre 2009.

Vous trouverez ci-joint, la copie du bail en
du 2009. -

- 4- SCI - Michel THOMAS - Souverain le mode de calcul de
la part de revenus financiers générés par la rupture
anticipée du bail à construction, transmis par
la gérance. -
- 5- Réduction d'impôt : souscription de parts de
FIP, Copie de l'attestation de 12.600 € -

Restant à votre disposition,
Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de
ma considération distinguée.

A. de Haes-Bredel

P.S. 7 ^{feuilles} ~~pages~~ numérotées de 1 à 7 -

BANQUE PRIVEE 1818

50, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS

Client,

vous communiquons les éléments devant, s'échuant figurer sur votre déclaration de revenus 2009. La partie haute de la page 3 est le justificatif à joindre à votre déclaration de revenus. Les éléments fournis concernent les opérations que vous avez effectuées sur votre (vos) compte(s).

7685

1 2

29440-

357

MME ANNE MARIE THOMAS BLONDEL

67 BOULEVARD EXELMANS
APP GHE ETG 3
75016 PARIS
FRANCE

INFORMATIONS GENERALES			MARCHES A TERME, D'OPTIONS NEGOCIABLES ET BONS D'OPTION		
bénéficiaire	AB	B	Profits réalisés en France	3VG	DJ
de référence	AQ		Pertes réalisées en France	3VH	DK
impôt restituable	2BG	AJ	Profits réalisés à l'étranger	2TS	DL
impôt non restituable	2AB	AA	Pertes réalisées à l'étranger		DM
CÉSSIONS DE VALEURS MOBILIERES			CRÉANCES, DÉPÔTS, CAUTIONNEMENTS ET COMPTES COURANTS		
actif des cessions	AN	463 657	Prélèvement libératoire non exercé	Gains	2TR AR
actif des plus ou moins values		-14 969		Pertes	AS
MONTANT BRUT DES REVENUS IMPOSABLES A DECLARER			PLAN D'EPARGNE EN ACTIONS		
revenus	2TR	AV	Produits éligibles à l'abattement de 40 %	2GR	BJ
des, prêts ou acomptes	2TS	AW	Produits des titres non cotés : éligibles à l'abattement de 40 %	2FU	BC
de valeurs mobilières et distributions éligibles à l'abattement de 40 %	2DC	AY	non éligibles à l'abattement de 40 %	2TS	BQ
non éligibles à l'abattement de 40 %	2TS	AZ	Montant du crédit d'impôts sur titres non cotés étrangers	8TA	BT
valeurs étrangères		BA	Références Plan		BD
des comptes bloqués	2TR	AX	Date d'ouverture du plan		BE
exonérés		BB	Date du premier retrait		BF
l'assurance vie bénéficiant d'un abattement sur le revenu	2DH	AM	En cas de clôture avant 5 ans ou PEA en perte	Montant cumulé des versements	BI
l'assurance vie bénéficiant d'un abattement sur le revenu	2CH	BG		Valeur liquidative	BH
REVENUS SOUMIS A PRELEVEMENT LIBERATOIRE			FONDS COMMUNS DE PLACEMENT A RISQUES		
prélèvement	2EE	BN	Dénomination du fonds		EB
du prélèvement		BP	Montant des distributions		EJ
nt financier européen : due à la source		BV	Nombre de parts cédées		EC
tribus soumis au prélèvement	2DA	BW	Période du	du	EL
SOCIETES DE CAPITAL-RISQUE (REGIME SPECIAL)			Dépassement	au	EM
ns taxables à 18 %	3VL	DO	Nombre de parts détenues		EN
ns exonérées	3VC	DP	Date	Dissolution du fonds	EE
DUIITS POUR LESQUELS LES PRELEVEMENTS SOCIAUX ONT DEJA ETE APPLIQUES			AAMMJ	Distribution avec annulation	EF
de FCPR ou distributions de	2GG	DQ		Distribution sans annulation	ED
EP ou de bons de capitalisation	2CG	BS	Nombre de parts au moment de l'opération		EH
s déjà soumis aux	2BH	BU	Valeur moyenne d'acquisition de la part		EI
		350	Revenus exonérés	3VC	ET
			FONDS COMMUNS D'INTERVENTION SUR LES MARCHES A TERME		
			Montant des cessions et des rachats de parts		DN

2 REVENUS DES VALEURS ET CAPITAUX MOBILIERS ne portez pas les centimes

Case TR : créances (créances non négociables, titres de créances négociables et parts de fonds communs de créances d'une durée inférieure ou égale à 5 ans), dépôt, cautionnements et comptes courants : les pertes sont exclusivement imputables sur les produits ou gains de même nature, au cours de la même année et des cinq années suivantes.

Case CA : les frais se rapportant à des revenus exonérés d'impôt sur le revenu ou à des revenus ayant supporté le prélèvement libératoire ne sont pas déductibles, dès lors que les revenus correspondants ne sont pas compris dans la base de l'impôt sur le revenu. Le montant des droits de garde déductibles ainsi calculé est de 541 Euros sur un total de 541 Euros.

Cases FU, TS : les revenus des actions et parts des titres non cotés du PEA ne sont déclarables en TS et/ou FU de votre déclaration des revenus que pour la partie excédant 10% de la valeur d'acquisition des produits ayant procuré ces revenus.

REVENUS OUVRANT DROIT A ABATTEMENT	- Revenus des actions et parts (Crédits d'impôt inclus)	DC	350
	- Montants des produits éligibles à l'abattement de 40% du PEA	GR	
	- Revenus imposables des actions et parts éligibles à l'abattement de 40% des titres non cotés du PEA	FU	
	- Produits des contrats d'assurance-vie et de bons de capitalisation d'une durée au moins égale à six ans ou huit ans	CH	
REVENUS SOUMIS A PRELEVEMENT LIBERATOIRE	- Base de prélèvement	EE	
	- Revenus des actions et parts	DA	
REVENUS N'OUVRANT PAS DROIT A ABATTEMENT	- Revenus des valeurs mobilières non éligibles à l'abattement de 40% (crédit d'impôt inclus)	TS	
	- Revenus imposables des actions et parts non éligibles à l'abattement de 40% des titres non cotés du PEA	TS	
	- Autres revenus (crédit d'impôt inclus)	TR	
REVENUS DES LIGNES DC, CH, TS, TR DEJA SOUMIS AUX PRELEVEMENTS SOCIAUX SANS CSG DEDUCTIBLE		CG	
REVENUS DES LIGNES DC, CH, TS, TR DEJA SOUMIS AUX PRELEVEMENTS SOCIAUX AVEC CSG DEDUCTIBLE		BH	350
MONTANT DES FRAIS VENANT EN DEDUCTION (autres que les frais d'encaissement des revenus de valeurs mobilières)		CA	541
CREDIT D'IMPOT "DIRECTIVE EPARGNE" ET AUTRES CREDITS D'IMPOT RESTITUABLES		BG	
CREDIT D'IMPOT SUR VALEURS ETRANGERES		AB	
PRODUITS DES CONTRATS D'ASSURANCE-VIE ET DE CAPITALISATION SOUMIS AU PRELEVEMENT FORFAITAIRE LIBERATOIRE AU TAUX DE 7.5%		DH	

3 PLUS-VALUES ET GAINS DIVERS autres gains taxables à un taux forfaitaire

Cases VG, VH, VL, VM : en cas de cessions de titres détenus dans d'autres établissements, n'omettez pas d'additionner les cessions avant d'apprécier le franchissement du seuil, et les plus-values. Les résultats indiqués ci-dessous en case VG, VH, VL, VM ne tiennent pas compte de ces cessions éventuelles.

GAINS DES CESSIONS DE VALEURS MOBILIERES ET ASSIMILES
TAXABLES A 18% (report de la déclaration n° 2074)

GAINS DE SOCIETES
A CAPITAL RISQUE
A 18%

CLOTURE DU PEA
AVANT L'EXPIRATION DE
LA 2^e ANNEE : GAINS
TAXABLES A 22.5 %
(report de la déclaration
n°2074)

GAINS

PERTES

14 969

VG

VH

VL

VM

2/8

Thibault THOMAS
Impasse les Hauts de Sérignan
34410 SERIGNAN

Mme Anne-Marie THOMAS-BLONDEL
67 bd Exelmans
75016 PARIS

Sérignan, le 15 septembre 2011

Chère Maman

En réponse à ta lettre en date du 10 septembre 2011, reçue ce jour, je regrette ne pouvoir te renseigner sur l'origine du montant de 2.289.768 € correspondant à une plus-value en report d'imposition.

Lors de l'entretien téléphonique du 14 septembre 2011 avec Didier et ta présence, je lui ai demandé de remonter les avis d'IRPP en ta possession. Cette recherche lui a permis de constater que ce montant figurait sur l'avis de l'année 1998.

Vous m'avez dit ne pas/plus être en possession d'avis antérieurs à l'année 1998.

Animé d'un souci constant d'efficacité, j'ai personnellement envoyé par mail au Cabinet FIDELIANCE (ACF ex Cabinet SAUVAL) à l'attention de Madame Emmanuelle BERSEZ, Expert-Comptable, copie de la lettre que tu m'as adressée, lui demandant de bien vouloir consulter les archives du Cabinet pour nous fournir les éléments de réponse issus de cette recherche.

En confirmation de cet envoi mail, j'ai téléphoné ce jour au Cabinet ACF FIDELIANCE pour m'entretenir de cette demande avec Madame BERSEZ.

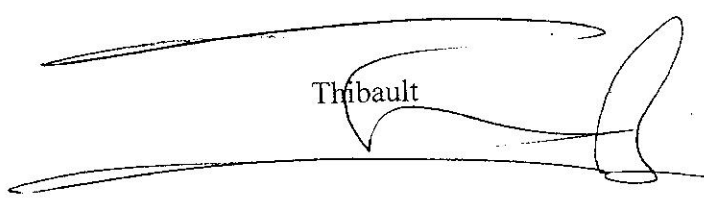
Le secrétariat m'a fait savoir que Madame BERSEZ est actuellement en province et sera de retour lundi prochain.

En l'état actuel, il nous faut attendre les éléments de réponse du Cabinet ACF FIDELIANCE.

Sois assurée, Chère Maman, de ma vigilance sur ce dossier,

Très affectueusement,

Thibault



DÉPARTEMENT : PARIS OUEST

TELEPHONE : 01 44 19 55 23
 JOURS et HEURES DE RECEPTION DU SERVICE
 DESIGNÉ CI-CONTRE
 LUNDI AU VENDREDI DE 9H A 12H
 ET DE 13H A 16H ET SUR R.D.V.

SIP : 15E SAINT-LAMBERT
 SAID : LECOURBE
 CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
 13 RUE DU GENERAL BEURET
 75712 PARIS CEDEX 15



8682009851 0000

eco' plf 67 STRASBOURG CTC 10.03.10 C10960

MME THOMAS ANNE-MARIE LOUI
 NEE BLONDEL
 67 BD EXELMANS
 75016 PARIS

Madame, Monsieur,
 Selon les informations dont je dispose, vous êtes propriétaire (ou gestionnaire) de locaux aux adresses ci-dessous.
 Afin de me permettre d'établir correctement l'imposition de ces locaux, je vous serais très obligé de bien vouloir
 me confirmer ou actualiser, dès que possible, la situation au 1er janvier de cette année de chaque local ci-après.
 Restant à votre disposition pour vous apporter toutes précisions, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression
 de mes sentiments les meilleurs.

Le Responsable de votre service des impôts

N° administratif : 112414 H 115 0124225M HLM :
 N° de lot : 34 Réf. Cad. : BL 0077
 Bâtiment/Entrée/Etage/Appartement : A 01 05
 Nature : APPARTEMENT Superficie : 48
 Adresse : 269 RUE LECOURBE
 PARIS 15
 Nom de l'(ex)occupant connu : EX* THOMAS, DAMIEN THIBAUT MIC
 Écrivez s'il y a lieu :
 le n° de l'escalier : de l'étage : de porte :

- ☐ Vous occupez personnellement le local.
 Si oui, est-ce votre habitation (ou sa dépendance) : principale ☐ secondaire ☐
☐ Une autre personne l'occupe.
 Indiquez ses nom, prénom, date et lieu de naissance :
 Adresse de son domicile si elle est différente :
 Date d'entrée dans les lieux :
 L'occupant est étudiant : oui ☐ non ☐
☐ Le local a été vendu - Date de la vente :
 Nom et prénom du nouveau propriétaire :
☐ Le local est vacant et meublé ☐ non meublé ☐
☐ Pourquoi le local est-il vacant ? (1) :

N° administratif : 112446 M 115 0124257J HLM :
 N° de lot : 9 Réf. Cad. : BL 0077
 Bâtiment/Entrée/Etage/Appartement : A 01 S/SOL2
 Nature : GARAGE OU PARKING Superficie :
 Adresse : 269 RUE LECOURBE
 PARIS 15
 Nom de l'(ex)occupant connu : EX* THOMAS, DAMIEN THIBAUT MIC
 Écrivez s'il y a lieu :
 le n° de l'escalier : de l'étage : de porte :

- ☐ Vous occupez personnellement le local.
 Si oui, est-ce votre habitation (ou sa dépendance) : principale ☐ secondaire ☐
☐ Une autre personne l'occupe.
 Indiquez ses nom, prénom, date et lieu de naissance :
 Adresse de son domicile si elle est différente :
 Date d'entrée dans les lieux :
 L'occupant est étudiant : oui ☐ non ☐
☐ Le local a été vendu - Date de la vente :
 Nom et prénom du nouveau propriétaire :
☐ Le local est vacant et meublé ☐ non meublé ☐
☐ Pourquoi le local est-il vacant ? (1) :

N° administratif : HLM :
 N° de lot : 34 et 9 Réf. Cad. :
 Bâtiment/Entrée/Etage/Appartement :
 Nature :
 Adresse :
 Nom de l'(ex)occupant connu :
 Écrivez s'il y a lieu :
 le n° de l'escalier : de l'étage : de porte :

- ☐ Vous occupez personnellement le local.
 Si oui, est-ce votre habitation (ou sa dépendance) : principale ☐ secondaire ☐
☒ Une autre personne l'occupe.
 Indiquez ses nom, prénom, date et lieu de naissance :
 Adresse de son domicile si elle est différente :
 Date d'entrée dans les lieux :
 L'occupant est étudiant : oui ☐ non ☒
☐ Le local a été vendu - Date de la vente :
 Nom et prénom du nouveau propriétaire :
☐ Le local est vacant et meublé ☐ non meublé ☐
☐ Pourquoi le local est-il vacant ? (1) :

4/8

01/08

BAIL DE 3 ANS A USAGE D'HABITATION

Loi N°89-462 du 6 juillet 1989
modifiée par la loi N°94-624 du 21 juillet 1994

Conditions particulières, indissociables des conditions générales signées et remises aux preneur(s)

DESIGNATION DES PARTIES :

Entre :

Madame THOMAS-BLONDEL propriétaire domiciliée et représentée aux présentes par la SARL ACTIVE GESTION MICHEL SZEMZO (AGMS) Administrateur d'immeubles demeurant 50, rue de Babylone - 75007 PARIS. Carte gestion n° 3110 - Garanties Bancaires : Banque CEGI - 128, rue de la Boétie - 75378 PARIS CEDEX 08.

Dénommée le bailleur,

Et :

Mademoiselle Vanessa LAGARDERE & Monsieur Miguel HERVE demeurant actuellement 5, rue Manin 75019 PARIS

Dénommés les locataires,

DESIGNATION DES LOCAUX LOUÉS :

Adresse :

269, rue Lecourbe 75015 PARIS.

Consistance et désignation des locaux :

Un appartement de 2 pièces d'une superficie de 50 M² environ situé au 5^{ème} étage droite porte gauche, composé d'une entrée, un séjour avec balcon, une chambre, une cuisine, une salle de bains, un WC séparé. Au 2^{ème} sous-sol une cave N°15.

Equipements d'usage privatif et d'usage commun :

Boîte aux lettres, interphone, ascenseur, chauffage & eau chaude collectifs.

DURÉE ET PRISE D'EFFET :

Le présent contrat de location est consenti et accepté pour une durée de **TROIS ANNÉES** à compter du **23 NOVEMBRE 2009** pour expirer le **22 NOVEMBRE 2012**.

LOYER ET PROVISIONS POUR CHARGES :

Le présent contrat de location est conclu moyennant un loyer mensuel en principal de **1 050 € (MILLE CINQUANTE EUROS)**, payable d'avance au domicile du Bailleur ou de son représentant et pour la première fois le **23 NOVEMBRE 2009**.

Le locataire versera au bailleur, en même temps que le loyer, une provision pour charges de **120 € (CENT VINGT EUROS)** révisable à tout moment en fonction des dépenses, conformément à l'article 13 des conditions générales du contrat de location joint aux présentes conditions particulières.

REVISION DU LOYER :

Le loyer est révisable annuellement selon l'indice de référence des loyers (IRL).
L'indice de base pris en compte pour ce contrat est de 117,41 pour le 3^{ème} trimestre 2009.

Vlc

HM
VL

01/08

DEPOT DE GARANTIE :

Le montant du dépôt de garantie, soit un mois de loyer hors charges est de 1050 € (MILLE CINQUANTE EUROS). Il est reversé au propriétaire.

PIÈCES ANNEXES :

Sont annexés à l'exemplaire remis au locataire qui reconnaît les avoir reçus :

- les conditions générales du bail
- l'état des lieux établi à l'occasion du présent bail (obligatoire)
- les diagnostics techniques

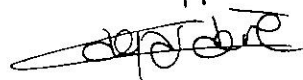
Fait en autant d'originaux que de parties
à Paris, le 23 Novembre 2009

Les Locataires (1)

Lu et approuvé



Lu et approuvé



Le Bailleur ou son Représentant (1)

Lu et approuvé



(1) Écrire : "Lu et approuvé" et signer.



N° 2072-K

Déclaration
relative à l'année
2004**DÉCLARATION DES SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES
NON SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**
Pour remplir cette déclaration, reportez-vous à la notice
LUNDI AU VENDREDI DE 9H À 12H
ET DE 13H À 16H ET SUR R.D.V.

TEL : 01 44 30 50 79

Seu-
s de ce service
il convient de renvoyer
exemplaire pré-identifié
la présente déclarationRE.IMPOTS 16E AUTEUIL
12 RUE GEORGE SAND
HOTEL DES IMPOTS
75796 PARIS CEDEX 16

02UA 09984645 310105 En 88 0,67 EUR

SCI MICHEL THOMAS
67 BD EXELMANS
PARIS 16
75016 PARIS

Identification du destinataire

Adresse du déclarant
si celle-ci est différente
de l'adresse du destinataire

Recette, CDIR

7570301

N° de dossier

3 23973

Clé

83

Régime

ET

Insp., IFU

651

N° SIRET

378798995

00031

Code
activité

702C

27727

Respecter les indications imprimées par ordinateur qui
correspondent plus à la situation exacte de la
société (dénomination, activité, adresse, n° siret, ...)
et signaler le changement intervenu.Facilitez-vous l'impôt et faites vos démarches sur internet avec le site www.impots.gouv.frCette déclaration est à adresser en un exemplaire au service des impôts du lieu du principal établissement de la société, au plus tard le 28 février 2005
sous réserve d'un report de délai accordé par décision ministérielle).
Le principal établissement doit s'entendre du lieu de la direction effective de la société.
Selon le mode d'organisation, le service des impôts dont relève la société sera une recette élargie, un CDI-Recette, un centre des impôts ou la
direction des grandes entreprises.**CONTRIBUTION SUR LES REVENUS LOCATIFS (CRL) ①****RECOMPTÉ DE LA CRL À PAYER OU À RESTITUER**

Recettes nettes imposables à la CRL perçues au cours de l'année d'imposition : A

Contribution due au titre de l'année d'imposition (A x B = C) : B 2,50 %

Montant versé au cours de l'année d'imposition : C

Montant de contribution à payer (C - D = E) : si E est positif ou nul (si nul porter 0) : D

Montant de contribution constaté dont le remboursement est demandé (D - C = F) : E

Prélever un relevé d'identité bancaire, postal ou de caisse d'épargne : F

MODALITÉS DE CALCUL ET DE PAIEMENTLe rondissement des bases et des cotisations s'effectue à l'euro le plus proche. Les bases et cotisations strictement inférieures à 0,50 sont négligées et celles supé-
rieures ou égales à 0,50 sont comptées pour un. En cas de paiement par virement, il convient de consulter le site www.impots.gouv.fr ou de contacter le service
des impôts du lieu de dépôt de la déclaration de résultats pour obtenir les coordonnées bancaires de la recette du compte sur lequel les virements doivent être
effectués. La référence doit être inscrite comme suit : 2072/JJMMAA/SIRET. Elle est à reporter, en l'état, sur l'avis de virement transmis par votre banque. Les sociétés
doivent effectuer un virement distinct pour chaque redevable.**COORDONNÉES, DATE, SIGNATURE****RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION**

Signature :

Somme :

Date :

Pénalités :

Taux %

Taux %

Taux %

Taux %

Taux %

Taux %

Date : 11/02/2005
Signature : A. L. P. B. B. B.

Date de réception :

N° PEC

N° d'opération

Adresse électronique :

MODE DE PAIEMENT

Marquer une croix dans la case utile)

Numéraire

Chèque bancaire

Virement

(Voir ci-contre)

- Si vous payez par chèque, utilisez un chèque barré, l'établir impérativement à l'ordre du TRÉSOR PUBLIC
- Si vous payez par virement, précisez-en le nombreLes redevables dont les recettes > 760 000 euros doivent payer par virement sur le compte du Trésor
à la Banque de France. Veuillez communiquer les éléments suivants à votre banque :

RECETTE :

RIB :

RÉFÉRENCE :

Voir cadre « Modalités de calcul
et de paiement » ci-dessus.

26410092230007

2 REVENUS DE L'ENSEMBLE DES PROPRIÉTÉS BÂTIES ET NON BÂTIES DÉTERMINÉS SELON LES DISPOSITIFS

@Internet-DGI		Propriétés rurales et/ou urbaines (Totalisation des colonnes 2 à 13)		Immeubles ou groupes d'immeubles de même régime d'imposition	
Très important : Les revenus des bâtiments d'exploitation des propriétés rurales sont imposables. La fraction des fermages correspondante doit donc être déclarée dans les recettes brutes encaissées. Les charges s'y rapportant peuvent être déduites.				N° 1	N° 2
		1	2	3	4
RÉCETTES					
1	Montant brut des fermages ou des loyers encaissés	3567481	179591	3387890	
2	Dépenses incombant normalement à la société et mises par convention à la charge des locataires				
3	Recettes brutes diverses. Subventions ANAH, indemnités d'assurance				
4	Recettes qu'aurait pu produire la location des propriétés ou locaux (autres que d'habitation) dont la société se réserve la jouissance ou qu'elle met gratuitement à la disposition des associés ou des tiers				
5	TOTAL des lignes 1 à 4	3567481	179591	3387890	
DÉDUCTIONS, FRAIS ET CHARGES					
6	Frais divers : propriétés rurales (cas général) 14 % propriétés rurales (baux à long terme = 18 ans au moins) 15 % propriétés urbaines (cas général) 14 % cas particulier 25 %, 40 % ou 60 % cas particulier 6 % droit d'exploitation de carrière, sablière, autre gisement minéral 50 %	499448	25143	474305	
7	Charges récupérables non récupérées au départ du locataire				
8	Indemnités d'éviction, frais de relogement, frais d'adhésion à des associations foncières urbaines				
9	Montant de la déduction pratiquée en 2004 au titre de l'amortissement				
10	Frais réels de gérance des immeubles (à l'exclusion des rémunérations versées aux associés), de rémunération des gardes et concierges	6444	6444		
11	Primes d'assurances pour risque de loyers impayés ou afférentes aux immeubles ruraux				
12	Paiements effectués sur travaux de réparation, d'amélioration ou de démolition	12550	12550		
13	Dépenses d'entretien				
14	Dépenses de reconstitution de toiture ou de murs extérieurs d'immeubles existants				
15	Dépenses de transformation en logement de tout ou partie d'un immeuble				
16	Dépenses de grosses réparations (colonne 13 seulement)				
17	Primes d'assurances, frais de promotion et de publicité	8766	8766		
18	Impositions (y compris la CRL payée en 2004)				
19	Provisions pour charges de copropriété				
20	Régularisation des provisions pour charges déduites en 2003				
21	TOTAL DES DÉDUCTIONS, FRAIS ET CHARGES (lignes 6 à 20)	527208	52903	474305	
22	INTÉRÊTS DES EMPRUNTS contractés pour l'acquisition, la construction, la réparation, l'amélioration ou la conservation des immeubles				
23	REVENU OU DÉFICIT () par catégorie d'immeubles (ligne 5 - (lignes 21 + 22))	3040273	126688	2913585	
24	Réintégration du supplément de déduction				
25	Rémunérations et avantages en nature attribués aux associés				
26	Revenus de parts détenues dans d'autres sociétés immobilières non passibles de l'impôt sur les sociétés				
27	RÉSULTAT (revenu; déficit : () , lignes 23 + 24 + 26 - ligne 25) à répartir entre les associés	3040273	126688	2913585	

DÉTAIL DES RÉSULTATS À RÉPARTIR ENTRE LES ASSOCIÉS (voir pages 1, 2, 3, 4 du feuillet n° 2072-RA joint à la déclaration)

	Propriétés rurales et/ou urbaines Totalisation des colonnes 2 à 13	Immeubles ou groupes d'immeubles de même nature ayant le même régime d'imposition		
		N° 1	N° 2	N° 3
28 REVENUS BRUTS (lignes 5 + 24 - 25 + 26)	3567481	179591	3387890	
29 FRAIS ET CHARGES autres qu'intérêts d'emprunts (ligne 21 (col. 1 ou col. 2 à 13))	527208	52903	474305	
D O N T				
30 Indemnités d'éviction, frais de relogement, frais d'adhésion à des A.F.U. (ligne 8 de la colonne 8)	"	"	"	"
31 Travaux de réparation, d'amélioration ou de démolition (ligne 12 de la colonne 8)	"	"	"	"
32 INTÉRÊTS DES EMPRUNTS (ligne 22 (col. 1 ou col. 2 à 13))				
33 REVENU NET ou DÉFICIT () (report de la ligne 27 pour chaque catégorie d'immeubles)	3040273	126688	2913585	

6/8

ANNEXE

Constitution de la SCI : 500 parts sociales

- Michel THOMAS	:	497 parts	99,4%	pleine propriété
- Eric THOMAS	:	1 part	0,2 %	pleine propriété
- Didier THOMAS	:	1 part	0,2 %	pleine propriété
- Thibault THOMAS	:	1 part	0,2 %	pleine propriété

De la déclaration de succession :

- Anne-Marie THOMAS-BLONDEL:				
		497/4	124,25 parts	usufruit
- Eric THOMAS	:	497/4	124,25	nue-propriété
- Didier THOMAS	:	497/4	124,25	nue-propriété
- Thibault THOMAS	:	497/4	124,25	nue-propriété

Pourcentage de répartition :

- Anne-Marie THOMAS-BLONDEL:				
	24,85%	124,25 parts	usufruit	
- Eric THOMAS	:	25,05%	124,25	nue-propriété
		1		pleine propriété
- Didier THOMAS	:	25,05%	124,25	nue-propriété
		1		pleine propriété
- Thibault THOMAS	:	25,05%	124,25	nue-propriété
		1		pleine propriété

Déclaration 2072 année 2004

L'immeuble 2 concerne la valorisation du revenu foncier issu de la résiliation du bail à construction.

Valeur de la construction suivant bilan SCI au 31/12/2004 : 3.387.890 €

Revenus brut	$3.387.890 * 24,85\%$	=	841.891 €
Frais & charges		=	117.865 €

Revenus nets pour étalement sur 15 ans 724.026 €

Soit par an pendant 15 ans 48.268 €

Vous voudrez bien m'accuser réception de cette annexe et mentionner votre accord ou vos éventuelles remarques sur copie de cette annexe en retour pour dossier.

MICHEL THOMAS
Boulevard EXELMANS

75016 PARIS

B I L A N - A C T I F

du 1/01/2004 au 31/12/2004

718.

0428:

Page

Edité en Euro:

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Terrains

Constructions

ACTIF IMMOBILISE

CREANCES D'EXPLOITATION

Créanc. clients & Cptes rat.

CREANCES DIVERSES

Créances diverses

VALEURS MOBIL. DE PLACEMENT

Autres Titres

DISPONIBILITES

Disponibilités

ACTIF CIRCULANT

TOTAL GENERAL

	BRUT	AMORT. + PROV	NET	31/12/2003
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	512 677.51		512 677.51	512 677.51
Constructions	3387 890.32		3387 890.32	
ACTIF IMMOBILISE	3900 567.83	0.00	3900 567.83	512 677.51
CREANCES D'EXPLOITATION				
Créanc. clients & Cptes rat.				372.11
CREANCES DIVERSES				
Créances diverses	606.05		606.05	
VALEURS MOBIL. DE PLACEMENT				
Autres Titres	127 645.98		127 645.98	38 856.60
DISPONIBILITES				
Disponibilités	11 116.42		11 116.42	35 241.70
ACTIF CIRCULANT	139 368.45	0.00	139 368.45	74 470.40
TOTAL GENERAL	4039 936.28	0.00	4039 936.28	587 147.90



LA COMPAGNIE FINANCIÈRE
EDMOND DE ROTHSCHILD
BANQUE

Identifiant n° 10577

Mme THOMAS BLONDEL ANNE
67 BOULEVARD EXELMANS
75016 PARIS

PARTENARIAT & PROXIMITE

FONDS D'INVESTISSEMENTS DE PROXIMITE

(article L 214-41-1 du Code Monétaire et Financier)

SOCIÉTÉ DE GESTION
EDMOND DE ROTHSCHILD INVESTMENT PARTNERS

47 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS
444 71 989 RCS Paris

DEPOSITAIRE
LA COMPAGNIE FINANCIÈRE
EDMOND DE ROTHSCHILD BANQUE
47 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS
572 037 026 RCS Paris

ETAT INDIVIDUEL ATTESTANT DE LA REALITE DE LA SOUSCRIPTION REALISEE POUR VOTRE COMPTE AU TITRE DE L'ANNEE 2009

Document établi dans le cadre de l'application de l'article 199 terdecies 0A-VI bis du code général des impôts)

DATE DE SOUSCRIPTION	NOMBRE DE PARTS SOUSCRITES	MONTANT GLOBAL DE LA SOUSCRIPTION EN EUROS
31/12/2009	120	12 600,00 €

Pour bénéficier de la réduction d'impôt sur le revenu, le présent justificatif est à joindre à votre déclaration de revenus avec copie de l'engagement de conservation des parts (bulletin de souscription).

- Les conditions mentionnées à l'article L 214-41-1 du code monétaire et financier et au VI bis l'article 199 terdecies-0A du code général des impôts sont remplies (*voir règlement du Fonds et sa notice d'information*).
- Le montant des sommes versées en 2009 au titre des souscriptions de parts de FIP doit être indiqué ligne FQ du point 7, page 4 de la déclaration complémentaire n° 2042C.
- Il est rappelé que la base de la réduction d'impôt est constituée par le total des versements effectués, droits d'entrée inclus, au cours d'une même année civile au titre de l'ensemble des souscriptions de parts de FIP. Les versements sont retenus dans la limite annuelle de :
 - 12 000 EUR pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés,
 - 24 000 EUR pour les contribuables soumis à une imposition commune.
- Pour bénéficier de la réduction d'impôt sur le revenu, il est rappelé que le contribuable personne physique doit prendre l'engagement de conserver les parts de fonds pendant 5 ans au moins à compter de leur souscription.

- Pour bénéficier du régime d'exonération spécifique des sommes qui seraient éventuellement distribuées, vous avez accepté que soient réemployés automatiquement dans le fonds les dites sommes; vous avez noté qu'en cas de non respect de l'un de vos engagements (sauf cession ou rachat pour cause d'invalidité, décès ou licenciement du contribuable ou de l'un des porteurs soumis à une imposition commune), vous supporterez une reprise de réduction d'impôt et/ou les revenus précédemment exonérés seraient ajoutés à votre revenu imposable, et les plus-values seront imposées selon le régime de droit commun.
- Il est rappelé également que le porteur de parts, son conjoint et leurs ascendants et descendants ne doivent pas détenir ensemble plus de 10% des parts du fonds et, directement ou indirectement, plus de 25% des droits dans les bénéfices des sociétés dont les titres figurent à l'actif du fonds ou avoir détenu ce montant à un moment quelconque au cours des cinq années précédant la souscription des parts du fonds ou l'apport des titres.
- La réduction d'impôt est soumise au plafonnement global des avantages fiscaux (plafond de 25 000 € et d'un montant égal à 10 % du revenu net global imposable soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu). Il est rappelé que l'abaissement du plafond global de la réduction d'impôt procurée par les avantages fiscaux, ramené, à compter de l'imposition des revenus de 2010 et pour les avantages accordés au titre des dépenses et investissements réalisés en 2010, de 25 000 € plus 10 % du revenu imposable à 20 000 € plus 8 % du revenu imposable, ne concerne pas les parts du FIP Partenariat & Proximité souscrites en 2009.